

Intervention de **Jean-Jacques Urvoas**, premier secrétaire fédéral
Le 14 janvier 2007 à Plounévezel
journée des secrétaires et trésoriers de section.

L'élection présidentielle n'est pas une consultation banale, une mécanique rituelle.

Nous rentrons dans cette campagne avec une conviction au cœur : la victoire est possible.

Mais pour l'atteindre, nous avons quelques conditions à remplir :

- Première condition : savoir quels adversaires nous allons affronter.

Le premier, nous le connaissons bien, c'est la droite, l'UMP et son candidat Sarkozy.

Entre la gauche et la droite, il n'y a rien au milieu et pas d'avantage au-dessus ou à côté.

Ceux qui le prétendent ne viennent jamais de nulle part et tombent toujours d'un côté et rarement de bien haut.

Parce qu'elle sait qu'elle n'est pas majoritaire sur ses idées, elle fera comme d'habitude : elle fuira devant ses responsabilités.

Elle tentera de faire croire qu'elle n'a jamais gouverné, comme si elle n'était comptable de rien.

Elle a déjà commencé à emprunter notre vocabulaire, en dénonçant les patrons voyous, demandant des protections aux frontières, fustigeant les délocalisations...

Son but est de rechercher la confusion des esprits et l'indifférenciation des programmes comme toujours !

Elle voudra aussi faire de cette élection une affaire de personnes, une joute entre l'un et l'autre.

Pour cela, elle essaiera d'effacer les clivages et n'hésitera pas à utiliser les peurs qui seront pour son candidat une justification de son engagement.

Alors, il nous faudra dénoncer son bilan et dévoiler ses intentions.

Marteler que Nicolas Sarkozy, c'est la pensée de Giscard d'Estaing, la méthode de Jacques Chirac et la philosophie d'Edouard Balladur.
Chacun sens bien que ce n'est pas la France qu'il aime mais le pouvoir.

Et que s'il devait gagner ce serait les sarkozystes les vainqueurs, pas les Français.

Le deuxième adversaire, c'est l'extrême droite.

Elle sait se faire oublier à chaque scrutin, pour mieux surprendre et surgir.

Le FN est un adversaire qui a pris, avec l'âge et le temps, une apparence plus débonnaire, presque banale pour cacher une identité qui ne change pas.

Il reste le parti de la stigmatisation de l'étranger et de la diabolisation de l'immigration.

Et, comme la droite lui sert d'agent d'ambiance, il n'a pas besoin de faire campagne pour trouver, hélas, ses électeurs.

Là est le danger et il nous faut de nouveau démasquer l'imposture, évoquer le risque toujours possible d'un 21 avril.

Nous devons dire à ces électeurs que le seul message qu'ils doivent envoyer est le message de l'espoir et non pas du refus ou du repli.

Notre dernier adversaire, plus anonyme est plus anonyme : l'indifférence et donc l'abstention.

Certes le nombre des inscriptions sur les listes est spectaculaire : plus de 80 000 sans doute dans le département.

En soi, il serait vain d'imaginer que tous ces nouveaux viennent voter pour tel ou tel.

Cela indique simplement mais c'est déjà beaucoup que les finistériens sont prêts à se mobiliser.

A nous de transformer l'essai de mener campagne pour la participation civique.

Car là, la gauche peut y puiser des forces pour construire la victoire.

Et la marge est forte, le 21 avril, la participation dans le Finistère n'était que de 74.95 % contre 83.23 % le 26 avril 1988.

Deuxième condition : imposer nos thèmes de campagne.

La droite veut nous entraîner sur ce qu'elle suppose être son terrain, celui de l'insécurité.

Tout sera bon pourvu qu'il y ait l'ivresse sécuritaire, la fièvre démagogique et les vapeurs populistes qui vont avec.

Nous ne nous déroberons pas devant ce défi-là.

Au contraire, puisque le bilan est à charge pour l'UMP.

Son échec est patent.

Dans un département comme le notre considéré comme « *calme* », les atteintes volontaires à l'intégrité physique des personnes ont progressé de 2005 à 2006 de 8 % alors que la moyenne nationale est de 5.6 % et la moyenne bretonne de 5.8 %.

En données brutes 3 798 faits.

Et pourtant, ils ont voté 6 textes en 5 ans.

6 lois non pour prévenir la délinquance, mais pour renforcer encore des mesures pénales inutiles puisque les précédentes n'ont même pas été appliquées.

Il nous faudra dénoncer ses fautes, comme celle d'avoir supprimé la police de proximité que Lionel Jospin avait mise en œuvre.

Mais au-delà de la sécurité, il faudra revenir à ce qu'est l'essentiel de notre message : le social, l'Education, le service public, la laïcité.

Et là, nous ne craignons rien, Ségolène ne craint rien de ce qui peut se produire.

Le clivage est là, visible.

Troisième condition : mobiliser le Parti socialiste.

Notre Parti est un atout formidable.

J'ai la chance de l'animer depuis 7 ans et j'espère le faire pour quelque temps encore.

Je crois en connaître toute la richesse : un gisement formidable de dévouement, d'engagement, de solidarité, de générosité que portent les militants, mais aussi les élus.

Tous nous avons subi des échecs et nous nous sommes toujours relevés.

Je sais de quelle fidélité ce parti est capable.

J'ai déjà éprouvé sa capacité à s'unir pour construire la victoire.

Dans cette campagne, notre parti est une force collective sans laquelle rien n'est possible.

Mais même pleinement engagé, cet outil ne suffit pas.

Il faut toujours plus nous adresser aux finistériens.

Ségolène a raison : tournons-nous vers les Français, dialoguons avec eux, faisons les participer à notre projet en l'améliorant et non en le dénaturant.

Le rassemblement de la gauche est la dernière condition de la victoire.

Et pourtant, cette vérité simple a posteriori n'est jamais une évidence a priori.

Il faut quelques fois que la victoire consacre le rassemblement pour qu'il existe.

Cette année nous avons choisi une méthode plus originale : faire le rassemblement avant le succès.

Parce que nous sommes les plus forts à gauche, nous sommes les plus humbles pour revendiquer l'union et le rassemblement.

Nous savons que nous ne gagnerons pas seuls l'élection présidentielle et que nous ne gouvernerons pas seuls le pays.

Nous avons besoin de toute la gauche, de celle qui veut avec nous agir, réformer, transformer.

Heureux de travailler avec le PRG et le MRC au sein du COCODEP.

Ensemble nous ferons tout pour que notre candidate puisse être au plus haut le soir du premier tour de l'élection présidentielle :

- Pas seulement pour être qualifiée pour le second
- Mais pour créer une dynamique de victoire.

Nous le faisons dans l'intérêt de la gauche car il s'agit de faire la différence avec la droite et l'extrême droite dès le premier tour.

Nous le faisons aussi pour donner la plus grande légitimité à la future Présidente de la République car il faut avoir le meilleur résultat au premier tour pour avoir la force ensuite de diriger le pays.

Quant au second tour, chacun à gauche sera devant ses responsabilités.

A tous nous rappellerons cette évidence : si l'on veut battre la droite, c'est avec le PS que l'on peut le faire.

Nous sommes conscients de nos devoirs.

Le premier est de réussir.

Ségolène incarne aujourd'hui cette formidable espérance.

Elle a su convaincre les socialistes.

Il s'agit aujourd'hui de convaincre les Français.

Le parti est rassemblé.

Il sera derrière elle pendant les 98 jours qui nous séparent de l'élection présidentielle.

Il sera là pendant les cinq ans de son mandat pour traduire en acte notre politique, si les Français nous accordent leur confiance.

Nous sentons bien que l'élection qui vient n'est pas un rendez-vous comme les autres.

Et il me revient une formule de Léon Blum à la fin de sa vie : « *Le socialisme est le maître de l'heure. Je n'ai pas d'autre vœu à faire et vous, vous n'avez pas d'autre devoir à remplir : le Parti socialiste doit digne du socialisme* ».

Alors, chers camarades, soyons dignes de ce combat-là, de ce combat pour la justice, pour la liberté, pour l'égalité.

C'est servant nos idées, c'est en poursuivant ce combat que nous servirons la France.